

Unité départementale de la Vendée
53, rue de Verdun
85000 La Roche-sur-Yon

LA ROCHE SUR YON, le 30 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



VENDEE ENERGIE

3 rue du Maréchal Juin
CS 80040
85000 La Roche-sur-Yon

Références : PED-ENV-D22.0349
Code AIOT : 0006306671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans le parc éolien de VENDEE ENERGIE implanté Les polders du Dain 85230 BOUIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'un contrôle inopiné de terrain, avec pour principal objet de réaliser des relevés de mortalité sous les éoliennes et de vérifier, dans la mesure du possible, la bonne mise en oeuvre des mesures de maîtrise des impacts environnementaux, en particulier le bridage en faveur de la faune volante.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENDEE ENERGIE
- Les polders du Dain 85230 BOUIN
- Code AIOT : 0006306671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien du polder du Dain exploité par la société VENDEE ENERGIE se situe au Nord du village de l'Époids dans la commune de Bouin. Il est constitué de 3 éoliennes de modèle N80/2500 du fabricant NORDEX. La hauteur au moyeu des éoliennes est de 60 m pour E1 et E3 et 65 m pour E2. Le diamètre de rotor est de 80 m. Le parc a été mis en service en juillet 2003. L'éolienne n°2 a été démantelée du fait d'un incident technique durant la tempête Carmen (hiver 2017/2018). Reconstituée en 2020, elle est de nouveau fonctionnelle depuis 2021.

Ce parc bénéficie de l'antériorité ICPE par décision du Préfet en date du 19 décembre 2012. Il est également réglementé par arrêté préfectoraux complémentaires du 9/04/2019 et du 12/05/2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite
- Biodiversité
- Autres dispositions réglementaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental – suite visite du 09/07/2021	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Protection de la faune volante	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 7.2	/	Sans objet
3	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet
4	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
6	Garanties financières (GF)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Suivi environnemental – suite visite du 09/07/2021	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
8	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le caractère très mortifère du parc envers la faune volante est confirmé par le relevé de mortalité réalisé sous les éoliennes, le jour de l'inspection. Le bridage en faveur des chiroptères semble dysfonctionner voire ne pas être ou seulement partiellement activé. Il doit par ailleurs être renforcé et étendu afin de couvrir efficacement le risque de collision, notamment pour les chiroptères. Des mesures de réduction de la mortalité des oiseaux sont à étudier pour être mises en place sur le parc actuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental – suite visite du 09/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune volante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : Constat visite précédente (O1) : <ul style="list-style-type: none">- Pour l'année 2021, le bureau d'étude devra prendre en compte l'intégralité du corpus réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-61 du 29 janvier 2021. <p>Ses préconisations devront être plus précises et indiquer clairement sous forme de tableau les conditions de bridage à modifier par rapport à ce qui est prévu à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-61 du 29 janvier 2021 ;</p> <ul style="list-style-type: none">- la mortalité résiduelle non négligeable concernant les oiseaux doit aussi mener à une analyse des mesures complémentaires envisageables au-delà de ce qui est déjà prévu dans le cadre du porter à connaissance relatif au repowering. Des propositions par exemple de tests de techniques émergentes sont attendues de l'exploitant. <p>Par courrier du 30/09/2021, l'exploitant répond :</p> <ul style="list-style-type: none">– Le bureau d'études (BE) en charge du suivi 2021 tiendra compte des remarques de l'inspection des ICPE : il fera apparaître des conclusions claires sur les résultats de suivis menés et proposera, le cas échéant, une modification de bridage sous forme de tableau de synthèse ;– conformément à l'APC du 9 avril 2019 de reconstruction de E2, le bridage mis en place est le suivant : arrêt des 3 éoliennes entre le 15 mars et le 30 octobre, pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s, des températures supérieures à 14°C, depuis 1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à 3h après et 1h avant le lever du soleil jusqu'à 1/2 h après ; en l'absence de précipitations ;– [...]. Les techniques existantes [visant à diminuer la mortalité des oiseaux] [...] ne sont pas adaptées à la problématique de mortalité résiduelle du parc du Polder du Dain (elles sont d'avantage faites pour des espèces emblématiques du sud de la France comme le Milan ou l'Aigle). <p>A ce jour : le rapport de suivi mené en 2021 n'a pas été transmis. L'inspection des ICPE ne peut pas voir si le BE a proposé une modification du bridage pour 2022. Par ailleurs, en 2022, il est rappelé que c'est le bridage en faveur des chiroptères de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2022, qui s'applique.</p>

<p>Le 4/08/2022, l'inspecteur a effectué des relevés de mortalité sous les 3 éoliennes et leurs alentours :</p> <p>- 6 cadavres d'oiseaux ont été retrouvés directement sous la zone de survol des éoliennes E2 et E3. Les oiseaux retrouvés comptent à priori parmi les mêmes espèces retrouvées en 2020, lors du suivi de mortalité mené par la LPO.</p> <p>=> Voir planche photographique jointe au rapport.</p> <p>La mortalité relevée par l'inspecteur le jour de la visite confirme le caractère très mortifère du parc sur l'avifaune, constatée depuis 2003, et renforce la nécessité d'étudier, dès à présent, la mise en place de systèmes de réduction de cette mortalité.</p>
<p>Observations :</p> <p>=> sous 1 mois maximum, l'exploitant fournit les résultats du suivi environnemental mené sur le parc éolien en 2021, ainsi que les éventuelles mesures prises (renforcement / ajustement de bridage en faveur des chiroptères notamment) à l'issue de ces résultats. L'inspection des ICPE rappelle que selon les dispositions de l'article 2.3-II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, les résultats du suivi doivent lui être transmis dans les six mois suivant la fin de la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée.</p> <p>=> La réponse apportée par l'exploitant par courrier du 30/09/2021 concernant les techniques existantes visant à diminuer la mortalité des oiseaux n'est pas satisfaisante. En effet, l'inadaptation au parc éolien de Bouin n'est démontrée (le littoral est marqué par la présence d'oiseaux avec une grande envergure). L'exploitant étudie la mise en place de mesures, même expérimentales, de réduction de la mortalité pour l'avifaune sur le parc éolien actuellement existant. Ces mesures doivent être étudiées avant toute mise en œuvre de mesures de compensation ou d'accompagnement en faveur de l'avifaune. Un plan d'action est attendu sous un mois par l'inspection des ICPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Protection de la faune volante

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Bridage en faveur de la faune volante</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès le début de l'exploitation de l'éolienne E2, l'exploitant met en place le bridage suivant : arrêt de trois éoliennes (E 1, 2 et 3) pendant les plages horaires listées ci-après entre le 15 mars et le 30 octobre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour des vents inférieurs à 6 mètres/seconde ; • pour des températures supérieures à 14°C ; • 1/2 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 3 h après et 1 h avant le lever du soleil jusqu'à 1/2 heure après ; • en l'absence de précipitations <p>Toute modification de cette régulation doit être préalablement justifiée par les bilans des suivis de mortalité et d'activité tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[A noter que l'arrêté de prescriptions complémentaires (APC) du 12/05/2022 (repowering du parc), abroge la prescription ci-dessus : l'article 7.2.3 de ce même APC instaure le bridage suivant, à compter de sa notification à l'exploitant :</p>

	Modèle de régulation	
	05/07 au 09/09 et 26/10 au 31/10	10/09 au 25/10
E1 à E3	Vitesse de vent ≤ 6 m/s, Température $\geq 16^{\circ}\text{C}$, 1 à 6,5 heures après le coucher du soleil Absence de précipitations	Vitesse de vent ≤ 7 m/s, Température $\geq 13,5^{\circ}\text{C}$, 1 à 8,5 heures après le coucher du soleil Absence de précipitations

C'est donc ce bridage qui doit être appliqué sur le parc depuis fin mai 2022.]

Constats : Parmi les espèces contactées et largement impactées lors des suivis depuis 2003, il est relevé la Noctule commune, classée "vulnérable (VU)" sur liste rouge (LR) nationale et régionale, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune, classées VU sur LR régionale et "quasi menacée (NT)" sur LR nationale, la Noctule de Leisler, classée NT sur LR nationale et régionale et la Pipistrelle commune, classées NT sur LR régionale et nationale. Selon les résultats des suivis d'activité des chiroptères en altitude menés sur le parc, les bridages indiqués ci-dessus peuvent être jugés insuffisants pour couvrir, de manière satisfaisante, le risque d'atteintes par collision sur ces espèces à la fois protégées et menacées. Il est rappelé que la stricte réglementation "espèce protégées" ne tolère, sauf dérogation, aucune atteinte à un seul spécimen de ces espèces. En pratique, le moindre impact sur ces espèces est donc à rechercher, cela notamment à la lumière des suivis d'activité réalisés sur le parc.

De plus, le 2/08/2022, le coucher de soleil est prévu à 21h35. L'inspecteur est arrivé sur le site éolien à 22h15. La température est alors de 23°C et la vitesse de vent prévue sur l'application de Météo France oscille entre 5 et 10 km/h (à 22 et 23h), soit entre 1.39 et 2.77 m/s. La vitesse de vent enregistrée à la station météo de Nantes-Atlantique ce soir là est : de 14 km/h (soit 3.88 m/s) avec des rafales de vent à 24.5 km/h (soit 6.8 m.s) à 22 h et de 7km/h (soit 1.94 m/s) avec des rafales de vent à 20.9 km/h (soit 5.8 m.s) à 23h. Les conditions d'activation du bridage prescrit sont donc réunies.

A 22h35, soit 1 h et plus après le coucher de soleil, l'inspecteur constate que les 3 machines restent en fonctionnement. A son départ du site à 23 h, les éoliennes sont toujours en fonctionnement. Quelque soit le bridage appliqué entre les deux pré-cités, les éoliennes auraient du être arrêtées.

Le 04/08/2022, le lever de soleil est annoncé à 6h50. L'inspecteur est arrivé sur le site éolien à 6h29. La température est alors de 19°C et la vitesse de vent prévue sur l'application de Météo France oscille entre 10 et 15 km/h (à 6 et 7h), soit entre 2.77 et 4.2 m/s. Les éoliennes sont alors en position de drapeaux. A 7h20, soit exactement 30 minutes après le lever de soleil, les 3 éoliennes se remettent en fonctionnement.

Ces constats semblent montrer que le bridage en faveur des chiroptères n'est pas actif ou dysfonctionne au soir du 2/08/2022 alors qu'il est bien actif au matin du 04/08/2022.

Cette situation est inacceptable au regard des niveaux très importants de mortalité par collision envers la faune volante, enregistrés sur le parc depuis 2003. Elle l'est d'autant plus que les suivis environnementaux montrent la nécessité de renforcer le bridage en faveur des chiroptères actuellement prescrit.

Observations :

=> l'exploitant fournit à l'inspection des ICPE :

- le pattern de bridage et les bons de commande de l'implémentation de ce bridage pour 2022, sur toutes les machines ;

- les extraits de fonctionnement des 3 éoliennes depuis le 15/03/2022. Ils mettent en évidence de façon intelligible, les phases d'arrêt (et de redémarrage) des éoliennes en raison du bridage en faveur des chiroptères et les paramètres de vents et de $T^{\circ}\text{C}$ associés.

=> l'exploitant s'assure et veille à l'activation effective du bridage à seuil fixe en faveur des chiroptères sur les éoliennes du parc. Des vérifications périodiques en ce sens sont à mettre en œuvre, notamment avant le début des périodes de forte activité potentielle en altitude des

chiroptères et avant les phases de changement de paramétrage du pattern. Un plan d'action en ce sens est présenté à l'inspection, sous 1 mois, avec la proposition de renforcement du bridage (cf constat précédent).
<p>=> Dans le plus bref délai et au plus tard sous 1 mois, l'exploitant renforce le bridage en faveur des chiroptères actuellement en place sur le parc éolien. En parallèle, il propose, sous 1 mois, à l'inspection des ICPE, en lien avec un bureau d'étude, un pattern de bridage renforcé à la lumière des suivis d'activité en altitude déjà réalisés. Ce renforcement de bridage doit couvrir efficacement le risque (donc l'activité observée en altitude) pour les espèces patrimoniales à la fois protégées et menacées, classées dans les catégories "En danger critique (CR)", "En danger (EN)" et "Vulnérable (VU)" sur listes rouges nationale et régionale.</p> <p>A titre de comparaison, sur le parc éolien de La Marne (44), situé dans le même secteur que le parc de Bouin, entre la Baie de Bourgneuf et le Lac de Grand-Lieu, le bridage appliqué afin de réduire de manière assez satisfaisante la mortalité observée, également très importante initialement sur ce parc, est le suivant : périodes du 1er avril au 15 octobre,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil du 1er avril au 31 juillet ✓ 1 heure avant le coucher du soleil jusqu'à 1 heure après le lever du soleil du 1er août au 30 septembre, ✓ 30 minutes avant le coucher du soleil et pendant 3 heures du 1er octobre au 15 octobre, ✓ températures supérieures à 10°C, ✓ vent inférieur et égal à 6,5 et jusqu'à 7 mètres par secondes (selon les périodes). <p>=> le renforcement du bridage doit être accompagné du renouvellement du suivi environnemental post-implantation du parc, afin de vérifier l'efficacité du nouveau bridage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Impact des émissions sonores du parc
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté un bruit anormal et intense lors de l'orientation du rotor de l'éolienne E1, ainsi qu'un bruit métallique récurrent lors de la rotation des pales de l'éolienne E3. Ces bruits semblent chroniques et s'avèrent gênant dans l'environnement proche du parc, comme plus éloigné.</p>
<p>Observations : => L'exploitant met en place un plan d'actions en vue de solutionner les problèmes sonores rencontrés pour les éoliennes E1 et E3 et permettant de revenir à une situation de conformité vis-à-vis des bruits émis par l'installation (article 26 de l'arrêté du 26 août 2011, notamment le premier alinéa). Ce plan d'actions est transmis, sous 1 mois, à l'inspection des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le panneau d'affichage des prescriptions à observer par les tiers est dégradé, au niveau de l'accès à l'éolienne E1. Il est absent au niveau de l'accès à l'éolienne E3. => Voir planche photographique jointe au rapport.
Observations : => sous 1 mois, l'exploitant procède au remplacement du panneau d'affichage des prescriptions à observer par les tiers, au niveau de l'accès à l'éolienne E1 et installe un affichage au niveau de l'accès à l'éolienne E3. Les justificatifs (photos, factures,...) de remplacement de ces affichages sont transmis à l'inspection des ICPE, dans le même délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement du balisage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le jour de l'inspection, le balisage de jour et de nuit est défectueux sur l'éolienne E1.
Observations : => L'exploitant effectue et justifie, sous un mois, la mise à niveau du balisage de l'éolienne E1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Garanties financières (GF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8
Thème(s) : Autre, Attestation de GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constitution, actualisation des GF
Constats : L'acte de cautionnement actuellement enregistré par l'inspection des ICPE arrive à échéance au 25/08/2022.
Observations : => L'exploitant transmet sans délai l'acte d'actualisation des garanties financières de démantèlement du parc.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi environnemental – suite visite du 09/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune volante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : Constat visite précédente (O2) :</p> <p>L'inspection s'est également attachée à vérifier par sondage l'intégration des critères de bridage dans le SCADA (système de pilotage des éoliennes). Aucune non conformité n'a été constatée. Toutefois, l'exploitant devra transmettre les copies d'écran justifiant l'intégration dans le SCADA des régulations en fonction des périodes. Il est aussi attendu une description de la prise en compte des conditions pluviométriques.</p> <p>Par courrier du 30/09/2021, l'exploitant a envoyé des copies d'écran du SCADA pour la nuit du 29 au 30 août. Il explique également par ce même courrier que les conditions pluviométriques sont prises en compte par le biais d'un capteur du « bat module ». L'acquisition comprend les types de précipitations, l'intensité et le spectre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les aérogénérateurs et le poste de livraison sont maintenus fermés à clefs, le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**Visite d'inspection du 04/08/2022 de l'établissement VENDEE ENERGIE – Parc éolien
implanté route des polders du Daim 85 230 BOUIN**

Planche photographique



2 Cadavres d'oiseaux sp. sous E2



2 Cadavres et 2 plumées d'oiseaux sp. en
décomposition sous E3



Panneau ICPE dégradé au niveau de l'accès à E1